



Reportage en Afghanistan : un an après le retour des talibans

Grand reporter indépendant, Arthur Fouchère déchiffre la situation en Afghanistan un an après le retour au pouvoir des talibans. Les analyses qui suivent sont le fruit de ses enquêtes, observations et des nombreux témoignages récoltés lors de son reportage en mai et juin 2022.

Le 15 août 2021, les talibans marchaient vers Kaboul puis s'emparaient du palais présidentiel. Un an après leur prise de pouvoir, quelle est la situation économique de l'Afghanistan ?

A. Fouchère : La situation est catastrophique. Le gel immédiat par les États-Unis des 9,5 milliards de dollars d'avoirs de la banque centrale afghane — soit plus de la moitié du PIB afghan en 2021, qui était de 20 milliards —, l'arrêt brutal des aides via le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ainsi que le blocage des transferts bancaires ont violemment déstabilisé le pays, paralysant le commerce extérieur, la consommation intérieure et engendrant une explosion de l'extrême pauvreté et du chômage dans un pays déjà très vulnérable.

De plus, l'inflation s'est considérablement aggravée à cause de la guerre en Ukraine avec l'envolée des prix du pétrole et du gaz, du blé, de la farine et des engrais, que l'Afghanistan importe massivement. En glissement annuel, le taux d'inflation en Afghanistan était de 41,6 % en mai 2022 d'après un rapport de la Banque mondiale de juin. Selon les estimations du FMI, l'économie afghane se

contractera de 30 % et au moins un million d'emplois seront détruits en 2022. Grâce à une aide massive du secteur humanitaire — qui porte à bout de bras le pays —, de l'Union européenne (un milliard d'euros) et dans une moindre mesure de la Banque mondiale et des États-Unis via des transferts directs aux ONG, le chaos a été stabilisé. Alors que le système hospitalier était sur le point de s'écrouler, le Comité international pour la Croix Rouge (CICR) a pris en charge depuis février les salaires du personnel médical.

Dès le retour des talibans, la communauté internationale et les ONG s'inquiétaient des conséquences humanitaires, en particulier d'une crise alimentaire imminente et sans précédent. Quel a été le résultat de cette mobilisation ? Quelle est la situation humanitaire actuelle ?

Depuis un an, l'Afghanistan est en urgence alimentaire. Le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU a certes récolté un peu plus de 2 milliards de dollars, sur un appel aux dons de

entretien

Par **Arthur Fouchère**, grand reporter, analyste et photographe indépendant.

NdR : Les légendes de cet article sont d'Arthur Fouchère.

Photo ci-contre :

Bazarak, vallée du Panjir, 5 juin 2022. Des combattants talibans partent en mission dans la montagne pour repérer et anéantir des petites poches du Front national de résistance (FNR). Les autorités locales prétendent avoir déployé 10 000 hommes sur l'ensemble de la région pour en maintenir le contrôle. Début juin, quelques dizaines de combattants du FNR étaient encore retranchés de l'autre côté de la montagne, dans la province d'Andarab, pour tenter des incursions dans les hauteurs du Panjir. Après avoir été chassés de la vallée en septembre 2021, la force de frappe du FNR apparaît très limitée. Aujourd'hui, le FNR n'est pas une réelle menace pour les talibans. (© Arthur Fouchère)



Points chauds



Photo ci-dessus : Province de Parwan, Afghanistan, le 19 mai 2022. Si le Programme alimentaire mondial (PAM) est le contributeur principal, des ONG locales indépendantes, comme Aseel (qui ne nourrit pas les talibans) procèdent également à des distributions alimentaires mixtes, offrant des rations mensuelles (farine, huile de tournesol, riz, haricots, sucre), comme ici dans ce gymnase à Parwan. Sur les près de 20 millions de personnes sous assistance alimentaire, 6 millions, répartis sur une dizaine de provinces, sont en urgence alimentaire, dans le Nord-Ouest du pays (Faryab, Badghis ou Samangan), dans le Nord-Est (Badakhshan, Nouristan) et dans le Sud-Ouest (Nimroz). Début juin, 20 000 personnes étaient même en situation de catastrophe alimentaire dans la province de Ghor, une région montagneuse très difficile d'accès. (© Arthur Fouchère)

4,4 milliards, mais ce désastre humanitaire restera l'extrême aggravation d'une situation préexistante très fragile. Avant le retour des talibans, plus de 10 millions d'Afghans sur une population de 39 millions étaient déjà en situation de difficulté ou de détresse alimentaire en mai 2021. Des causes anciennes et profondes expliquent cette situation : une aide humanitaire très complexe dans les zones reculées ; une pauvreté endémique accentuée par des inégalités climatiques pour l'agriculture et aggravée par le réchauffement climatique ; des routes longtemps entravées par des années de guerre. L'hiver fut extrêmement difficile, notamment entre novembre 2021 et mars 2022, où le seuil de 22,8 millions de personnes sous assistance alimentaire a été franchi. Aujourd'hui, les 34 provinces sont touchées à des degrés divers ; elles peuvent être en situation de tension ou de crise. Des dizaines de milliers de nouveau-nés et jeunes enfants souffrent encore de malnutrition aiguë sévère et de maladies subséquentes comme la rougeole : un spectacle terrible auquel j'ai assisté à l'hôpital Indira Gandhi à Kaboul. Même si cette pratique existait déjà, les ventes d'enfants par leurs parents se sont accélérées. Au printemps, la situation s'est sensiblement améliorée grâce à la coordination de l'aide et aux récoltes saisonnières. Entre mars et mai 2022, nous sommes passés sous la barre des 20 millions de personnes (19,7 millions) sous assistance alimentaire et les prévisions pour le dernier trimestre sont en légère amélioration (18,5 millions). Ces avancées relatives ne doivent pas occulter le fait que, face au tarissement

des collectes de dons, la dépendance de la population s'accroît dans un contexte économique sans perspective à court terme. Survenu le 22 juin dernier, le séisme destructeur dans la province de Paktika, qui a causé plus d'un millier de morts, est une épreuve de plus pour ce peuple meurtri.

Entre des indicateurs économiques au plus bas et un sinistre bilan humanitaire, quel est le sentiment global de la population ?

Le sentiment sur place est très mitigé et nuancé. La population est désespérée par le chaos économique, par les sombres perspectives et le recul des droits des femmes. À cela s'ajoute un sentiment d'abandon par l'ensemble des acteurs politiques et diplomatiques, avec les États-Unis tout d'abord qui, après avoir gelé sans délai leurs avoirs, entendent en affecter la moitié à un fonds d'indemnisation des victimes des attentats du 11-Septembre ; les anciens gouvernements et l'armée nationale, ensuite, corrompus et larges bénéficiaires des 2 000 milliards de dollars d'investissements américains entre 2001 et 2021, qui ont fui lâchement ; les talibans, enfin, qui, obsédés par leur organisation politique, les restrictions

mesure leurs droits sont-ils bafoués ? Comment ce recul se traduit-il au quotidien ?

La régression des droits des femmes est mal vécue, notamment au centre de Kaboul parmi les classes plus éduquées qui avaient goûté à une émancipation partielle entre 2001 et 2021. Début mai 2022, dans un décret, le ton est donné par le chef suprême taliban de l'émirat islamique d'Afghanistan Hibatullah Akhundzada : « Les femmes devraient porter un tchadri [autre nom de la burqa], car c'est traditionnel et respectueux [...] Elles devraient voiler leur visage quand elles font face à un homme qui n'est pas membre de leur famille pour éviter la provocation », précisant que le niqab (où les yeux sont apparents) est toléré. Certes, si la burqa n'est pas légalement et explicitement obligatoire, le décret la recommande fortement. Dans les rues, la pression psychologique est renforcée par l'apparition grandissante d'affiches officielles du ministère pour la Promotion de la vertu et la Répression du vice incitant au port de la burqa ou du niqab.

Le voile intégral était tout particulièrement répandu dans les régions sud et est, où l'influence talibane est historique et où

“ Avant le retour des talibans, plus de 10 millions d'Afghans sur une population de 39 millions étaient déjà en situation de difficulté ou de détresse alimentaire en mai 2021. ”

des droits des femmes et la traque de leurs opposants, relèguent l'économie au second plan. Mais la totalité des Afghans avec qui je me suis entretenu, épuisée par plus de quarante ans de guerres, est en même temps très soulagée de la fin des combats, des attentats talibans et des bavures américaines, saluant la grande amélioration de la sécurité sur l'ensemble du territoire (1). J'ai été frappé par la très grande dignité du peuple afghan. Les gens se débattent pour essayer de travailler, vendre le fruit de leur labeur dans une atmosphère toujours bouillonnante.

Après la fausse promesse des talibans de former un gouvernement « inclusif » et de respecter le droit des femmes, les restrictions s'accroissent. Dans quelle

l'ethnie pachtoune est majoritaire. Certaines des zones rurales sont empreintes du patriarcat véhiculé par la *Pachtounwali*, un code d'honneur coutumier vieux de deux mille ans qui, outre certaines valeurs très nobles (2), est tout aussi rigoriste que les plus rudes interprétations de la charia s'agissant des droits des femmes, exigeant la stricte séparation des sexes, la dissimulation du visage en dehors de la sphère privée, la non-éducation des femmes et de lourds châtements en cas d'entorses. Les normes talibanes dénaturent l'islam en s'inspirant du *Pachtounwali* mais aussi du deobandisme (3), lui-même influencé par le wahhabisme.

Désormais, depuis un an, hommes et femmes sont séparés dans l'espace public. L'application de ce principe se traduit,



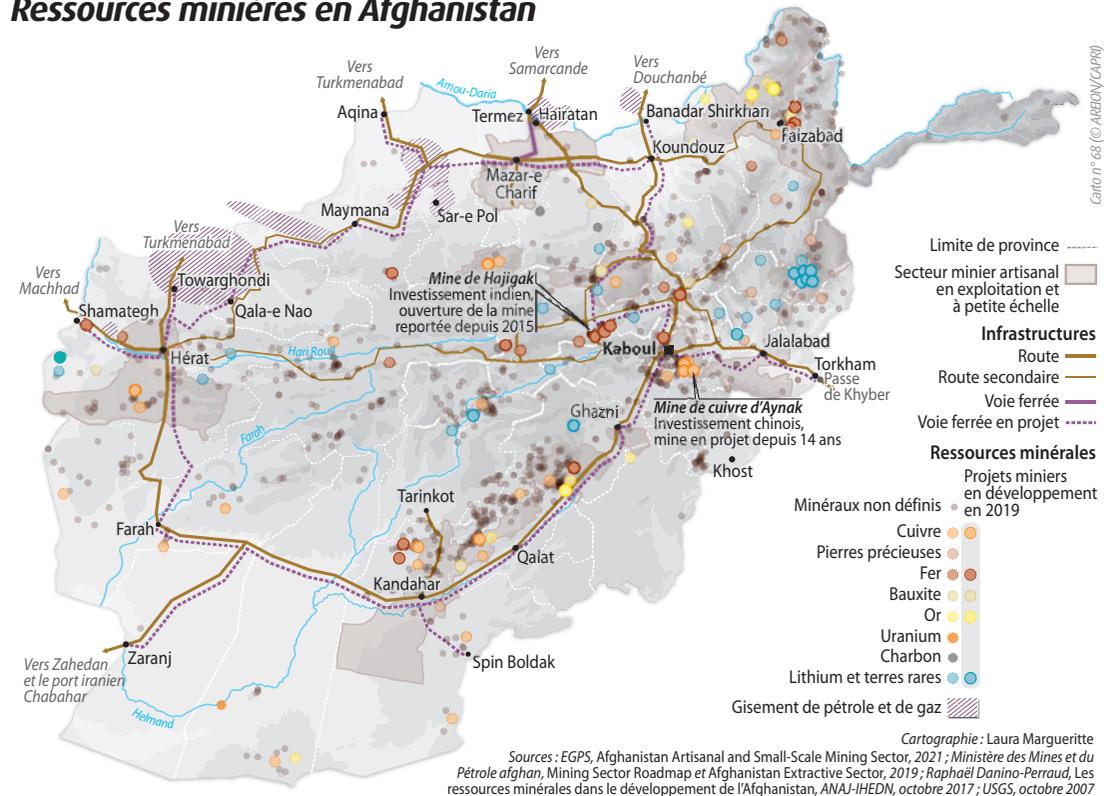
entre autres, par des parcs réservés selon les jours aux hommes puis aux femmes, ou par l'interdiction de s'adresser à une Afghane dans la rue, à l'exception des épouses et des femmes de la famille. Quant à l'enseignement, les collèges et lycées sont toujours fermés pour les jeunes filles. Les écoles primaires et les universités demeurent ouvertes, avec une séparation stricte des sexes, des jours étant là aussi réservés aux femmes. Aucune interdiction légale n'est en vigueur dans le secteur privé. Pourtant, dans la pratique, l'accès est souvent entravé, les femmes étant invitées par un décret à « rester à la maison » et à ne sortir qu'en cas d'absolue nécessité. Selon les témoignages récoltés, toutes ces restrictions affectent les revenus des ménages, préalablement fragilisés par le chômage des hommes, ou parfois par la disparation de ces derniers du foyer après leur assassinat par les talibans.

Comme vous l'avez évoqué, le contrôle du territoire par les autorités aurait engendré une nette amélioration de la sécurité sur l'ensemble du pays. Comment les forces talibanes sont-elles déployées ?

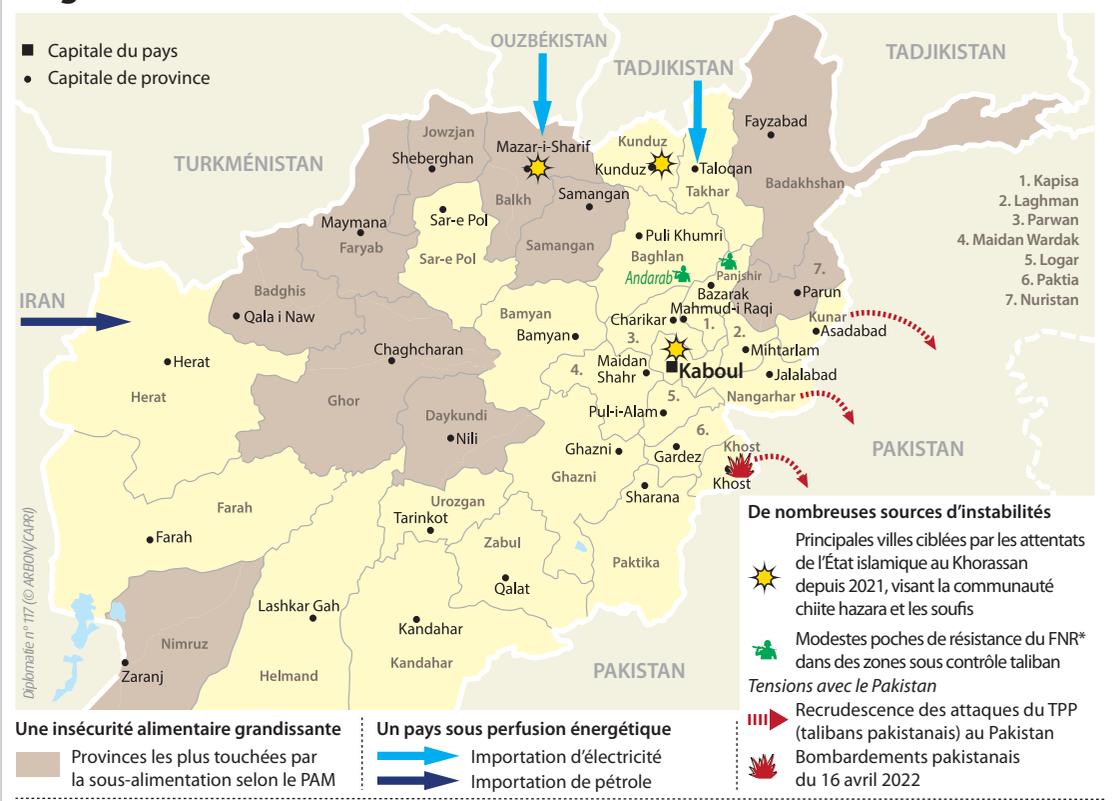
L'hyper-sécurisation menée par les talibans a conduit à une baisse considérable de la criminalité de droit commun et l'arrêt de la guerre de résistance a permis le retour d'une certaine circulation, comme sur l'axe Kaboul-Bamiyan, que j'ai emprunté via la province de Wardak et qui était auparavant impraticable du fait des combats. Au niveau opérationnel, les talibans sont divisés en trois corps, à savoir l'armée, la police et les renseignements. Tous reposent sur une hiérarchie structurée et incluent de nombreux fonctionnaires de l'ancien gouvernement continuant, pour des raisons économiques et de sûreté, à servir le pouvoir. L'importante base de volontaires, constituée de jeunes travaillant bénévolement, facilite également le contrôle du territoire.

En parallèle, le gouvernement entend créer une grande armée nationale. Mais pour cela, il aura besoin de soldats expérimentés issus de l'ancien gouvernement, en plus de nouvelles recrues qui pourraient inclure des Afghans du Pakistan. Sur le plan matériel, l'émirat a hérité de plus de 7 milliards de dollars de matériel militaire américain (avions A-29 Super Tucano, hélicoptères Black Hawk, lance-roquettes, véhicules blindés, fusils d'assaut, drones), selon le département de la Défense américain.

Ressources minières en Afghanistan



L'Afghanistan des talibans face aux insécurités





Les locataires du palais présidentiel à Kaboul se targuent d'avoir vaincu l'État islamique au Khorassan. Pourtant, le groupe djihadiste continue de faire les manchettes. Comment la menace est-elle perçue et combattue ?

S'agissant du terrorisme, la branche locale de Daech, l'État islamique au Khorassan (EIK), est une organisation concurrente et ennemie des talibans. Né au Pakistan en janvier 2015 dans l'agence d'Orakzai, l'EIK s'est progressivement implanté dans l'Est de l'Afghanistan. Entre 2015 et 2021, les armées américaine et afghane et surtout, parallèlement, la résistance talibane, ont intensément combattu l'EIK. J'ai pu me rendre sans encombre à Jalalabad et m'entretenir en privé avec le Dr. Bashir, chef du renseignement de Nangarhar, l'interrogeant sur la menace de l'EIK. L'EIK a profité de l'instabilité du pays lors du retour des talibans pour tenter de reprendre pied mais, malgré une transition violente — qui s'est par ailleurs relevée aux yeux du monde lors de l'attentat à l'aéroport de Kaboul —, la situation a été progressivement maîtrisée par les talibans.

Si, à l'évidence, l'EIK n'a plus d'emprise territoriale en tant qu'armée, persiste néanmoins une activité terroriste orchestrée par des cellules dormantes de l'EIK. Bien que le nombre d'attentats ait fortement diminué en 2022 — 340 attaques revendiquées en 2021 selon Jihad Analytics, contre environ 120 entre janvier et août 2022 —, l'EIK, dans une stratégie de division, frappe encore régulièrement, comme le 5 août dernier à Kaboul. Cible facile, la minorité chiite hazara (9 % de la population, troisième ethnique du pays) subit quasi exclusivement ces attentats et, dans une moindre mesure, la communauté soufie est également la cible des attaques de l'EIK.

Outre le spectre de Daech, les traces du clan Massoud pourraient-elles se révéler menaçantes pour les talibans ?

Il subsiste des interrogations s'agissant de la résistance du Front national de résistance (FNR) piloté par Ahmad Massoud, fils du commandant Ahmed Chah Massoud. Je me suis rendu dans la vallée du Panjir au début du mois de juin 2022, dans les localités de Shotul, Darae Hazara et Bazarak, où la route est sous le contrôle taliban. Dans ces villages, les habitants m'ont rapporté, parfois sous couvert d'anonymat, des épisodes de combat à la mi-mai, des arrestations suivies de libérations, et des cas de torture ou de crime.

La résistance me paraît néanmoins largement surévaluée par la plupart des médias occidentaux idéalisant le clan du commandant Massoud qui, malgré l'opposition de l'Alliance du Nord au fondamentalisme du premier émirat islamique taliban (1996-2001), ne fait pas l'unanimité dans le pays. Pour cause, le souvenir des destructions causées dans Kaboul et des accusations de crime de guerre par certains de ses hommes sur des civils hazaras durant la guerre civile (1992-1996) est toujours présent.

Si le temps où Islamabad célébrait ouvertement la chute de Kaboul est proche, la lutte contre le groupe terroriste Tehrik-i-Taleban Pakistan a mis un terme aux réjouissances. Dans quelle mesure ce dernier constitue-t-il un facteur de division entre le Pakistan et l'Afghanistan ?

Le 16 avril 2022, l'armée pakistanaise a effectué un bombardement aérien sur des villages afghans dans la province frontalière de Khost, occasionnant la mort de plus de 40 civils afghans. Islamabad, la capitale pakistanaise, prétend avoir voulu anéantir une poche du groupe terroriste Tehrik-i-Taleban Pakistan

(TTP), principal réseau des talibans pakistanais depuis 2005 et officiellement constitué en 2007. Le TTP est une nébuleuse d'une trentaine de formations dont une dizaine de groupes exogènes affiliés à Al-Qaïda (mouvement islamique d'Ouzbékistan, parti islamique du Turkestan oriental — Ouïghours du Xinjiang chinois —, Arabes et Tchétchènes).

Après que le TPP a violemment frappé officiels et civils lors d'attentats sanglants entre 2007 et 2014, l'armée pakistanaise répliquait en menant l'opération « Zarb-e-Azb », entre 2014 et 2016, au Waziristan du Nord. Nombreux militants du TTP avaient alors été repoussés en Afghanistan, au-delà de la ligne Durand (4), où ils trouvèrent refuge auprès de la résistance talibane afghane. Or, entre 2016 et 2021, le TTP a largement contribué à l'effort de guerre des talibans afghans, conservant ses liens avec le réseau Haqqani, un groupe armé islamiste faisant partie des talibans afghans depuis 1995 et très ancré dans l'actuel gouvernement de Kaboul (5). Après avoir soutenu officieusement pendant plusieurs décennies la résistance talibane afghane afin d'affaiblir l'État afghan et de contenir le contentieux frontalier, le double jeu pakistanaise s'est retourné contre Islamabad. Le bombardement du 16 avril est un lourd avertissement lancé par le Pakistan, pour qui les talibans afghans sont responsables de la renaissance du TTP, et dont de nombreux combattants faits prisonniers sous l'ancien gouvernement afghan ont été libérés il y a un an.



La prééminence des enjeux sécuritaires ne peut détourner Kaboul de son avenir économique. Celui-ci se réalisera-t-il nécessairement par les investissements chinois ?

En partageant plus de 70 kilomètres de frontière, la Chine et l'Afghanistan tendent à se rapprocher, comme en témoigne la visite du ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, le 24 mars dernier à Kaboul. Il fut notamment question de la possible relance de l'une des plus grandes réserves de cuivre au monde, la mine de Mes Aynak à Logar, dont les droits d'exploitation avaient été cédés à l'entreprise d'État China metallurgical group corporation (MCC) en 2007.

Pékin entend exploiter le potentiel minier afghan (or, fer, cuivre, terres rares, lithium) tout en exigeant des talibans qu'ils sécurisent la frontière sino-afghane — perçue comme une base arrière pour les Ouïghours — et étouffant par la même occasion toute critique talibane de la répression exercée dans le Xinjiang à l'encontre de cette communauté. Ces investissements s'inscrivent dans le cadre des nouvelles routes de la soie chinoises,

Photo ci-contre :

Jalalabad, 30 mai 2022. Selon le Dr Bashir (photo), chef des services de renseignement de la province de Nangarhar, Daech ne contrôle plus aucune zone et de nombreux militants se sont rendus. « Daech utilise les mêmes procédés que nous, nous savons donc comment les contrer » a-t-il affirmé lors d'un entretien privé, faisant allusion aux actions de type commando et aux attaques-suicides. Le Dr Bashir est réputé sans pitié dans la lutte contre l'EIK. (© Arthur Fouchère)



déjà développées au Pakistan voisin depuis 2016 Corridor économique Chine-Pakistan). Peuvent-ils véritablement profiter au développement de l'Afghanistan ? Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions, beaucoup de projets n'étant qu'au stade des pourparlers.

En jouant entre l'application de lignes rigoristes à l'intérieur des frontières et la recherche de reconnaissance à l'extérieur, comment les talibans entendent-ils être crédibles sur les deux tableaux ?

La sécurité constitue pour l'heure la priorité : les talibans veulent acquérir une certaine crédibilité, l'adhésion des différentes ethnies, attirer des investissements étrangers et obtenir une reconnaissance internationale. L'objectif du nouveau gouvernement est ainsi de s'inscrire dans la durée sans reproduire les erreurs du passé. Après avoir combattu idéologiquement les Occidentaux pendant vingt ans, il tend à rassurer la communauté internationale tout en limitant les concessions, notamment sur les droits des femmes. Sur cette périlleuse ligne de crête, les autorités ne devront pas décevoir les talibans, sans quoi une fuite vers des groupes concurrents plus extrêmes, particulièrement vers l'EIK, qui leur reproche d'avoir négocié le départ de l'ennemi américain, serait à redouter.

Bien que symbolique, étant donné son rôle tutélaire au sein d'une organisation décentralisée, l'exécution par une frappe de drone américaine du chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, le 31 juillet, illustre ce jeu d'équilibriste. Après avoir nié l'hébergement d'Al-Zawahiri et dénoncé une violation du droit international par Washington, les talibans font désormais profil bas, eux qui s'étaient engagés à ne plus héberger de groupes alliés terroristes en vertu des accords de Doha du 29 février 2020.

Sur le plan économique, les talibans se félicitent d'avoir bouclé sans aide extérieure un budget de 2,57 milliards de dollars, essentiellement alimentés par des taxes douanières, pour la période de mars 2022 à mars 2023. À titre de comparaison, les deux derniers budgets du précédent gouvernement, déjà dérisoires, étaient respectivement de 5,5 et 6 milliards de dollars, dans un pays sous perfusion internationale.

Le jeu d'équilibriste présenté peut-il fragiliser le gouvernement en engendrant des divergences entre ses membres ? Les talibans de 2021 sont-ils, sans nuance, les héritiers de 1996 ?

Bien plus qu'entre 1996 et 2001, les talibans traditionnels (6) et le clan Haqqani cohabitent au sommet du pouvoir, comme le montre la répartition des ministères d'importance. Mohammad Yaqoub, le fils du mollah Omar (fondateur du mouvement taliban créé en 1994) est l'actuel ministre de la Défense et Sirajuddin Haqqani, fils de Djalalouddine Haqqani (fondateur du réseau Haqqani) est ministre de l'Intérieur.

Des divergences voire des tensions existent à la tête du pouvoir. Le rétropédalage du gouvernement le 23 mars 2022, avec la fermeture, quelques heures seulement après leur réouverture, des collèges et lycées pour les jeunes filles a mis en exergue l'existence d'une frange plus « modérée », canalisée par la vieille garde rigoureuse de Kandahar qu'incarnent le ministre des Affaires religieuses, Noor Mohammad Saqeb, et le ministre pour la Promotion de la vertu et la Répression du vice, Mohammad Khalid Hanafi.

L'exécutif a progressivement étouffé les médias afghans. Plus de liberté semble être accordée aux journalistes étrangers mais des menaces d'expulsion, souvent mises à exécution, en cas de *fake*

news nous sont clairement signifiées. Les talibans ne tolèrent aucune accusation de crimes contre des civils dans les attentats qu'ils ont pourtant revendiqués dans le passé et les investigations sensibles liées aux femmes sont extrêmement risquées. L'ONG Human Rights Watch accuse les talibans de crimes et de disparitions forcées de dizaines d'anciens cadres du précédent gouvernement dans les premières semaines de la prise de pouvoir, malgré l'amnistie annoncée (7), ce que de nombreux témoins, eux-mêmes menacés de mort, m'ont rapporté lors d'entretiens confidentiels.

Propos recueillis par Alicia Piveteau le 8 août 2022

Notes

(1) Au total, entre 2001 et 2021, le conflit armé a causé la mort de 47 245 civils en Afghanistan (chiffre présent dans le graphique de l'article de Tanguy Struye de Swielande, « Afghanistan, la chute de l'aigle ? », *Diplomatie*, n°113, janvier-février 2022, p. 81).

(2) Si les talibans afghans sont presque tous Pachtounes, seule une minorité de Pachtounes sont talibans en Afghanistan. Le Pachtounwali comporte sept valeurs : séparation des sexes (*purdah*), vengeance (*badal*), pardon (*nanawati*), comportement chevaleresque (*ghairat/nang*), hospitalité (*melmastia*), défense de l'honneur (*namus*) et recherche de consensus par la tenue d'assemblées (*jirgas*).

(3) Le deobandisme est une école de pensée musulmane traditionaliste, d'obédience sunnite, apparue en 1867 dans le Nord de l'Inde. Créé en réaction au colonialisme britannique, ce courant rigoriste s'inspire du wahhabisme, né au XVIII^e siècle dans l'actuelle Arabie saoudite.

(4) Une frontière tracée arbitrairement au milieu des tribus pachtounes par l'Empire britannique des Indes en 1893 (et définitivement consolidée en 1921), reconnue par Islamabad depuis 1947, mais toujours contestée par Kaboul.

(5) Le réseau Haqqani était armé et soutenu par Washington et les services de renseignements pakistanais (ISI) dans la lutte contre l'armée soviétique dans les années 1980.

(6) Les talibans dits traditionnels viennent des régions sud-est et est, Kandahar, Kounar et Nangarhar, tandis que le réseau Haqqani est originaire de Khost, Paktika et du Waziristan pakistanais, sa zone de repli historique.

(7) Human Rights Watch, « "No Forgiveness for People Like You" — Executions and Enforced Disappearances in Afghanistan under the Taliban », 30 novembre 2021 (<https://bit.ly/3QNj560>).

Du même auteur

« Haut-Karabakh : un tournant du conflit se joue à Chouchi (Reportage) », Areion24 News, novembre 2020 (<https://bit.ly/33RbL3t>).

Photo ci-dessous :

Kaboul, le 28 mai 2022. Un groupe de jeunes talibans profite de la vue sur la colline de Nadir Khan. Comme eux, beaucoup de jeunes talibans (20-28 ans) assurent, arme à la main, les contrôles de sécurité dans la rue, bien que sans grade officiel. Bon nombre sont volontaires (nourris mais non rémunérés). C'est seulement après avoir intégré les corps officiels qu'ils peuvent prétendre à un salaire. Il n'est pas rare que des talibans s'imposent en auto-stop, ouverts parfois à la discussion. Si le soutien des jeunes volontaires est indispensable au gouvernement, une partie d'entre eux pourraient se laisser face à la situation économique et beaucoup aspirent à retourner dans leur foyer ou à poursuivre des études. (© Arthur Fouchère)

